

- Services d'études, de conseils, d'expertises et d'assistance :

- laboratoires d'analyse des sols et des eaux.
- Autres services :
- tirage et reproduction des plans,
- dessalement des eaux.

Art. 2 - Le ministre du développement et de la coopération internationale, le ministre des finances, le ministre de l'environnement et du développement durable, le ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises, le ministre de la communication et des relations avec la chambre des députés et la chambre des conseillers et le ministre de la culture et de la sauvegarde du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 septembre 2009.

**Zine El Abidine Ben Ali**

**Décret n° 2009-2753 du 28 septembre 2009, modifiant et complétant le décret n° 2008-388 du 11 février 2008, portant encouragement des nouveaux promoteurs, des petites et moyennes entreprises, des petites entreprises et des petits métiers.**

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre du développement et de la coopération internationale,

Vu la loi n° 73-82 du 31 décembre 1973, portant loi de finances pour la gestion 1974 et notamment son article 45 portant création du fonds de promotion et de décentralisation industrielle,

Vu la loi n° 81-76 du 9 août 1981, portant création d'un fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers, telle que modifiée par l'article 51 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986 portant loi de finances pour la gestion 1987 et les articles 47 et 48 de la loi n° 88-145 du 31 décembre 1988, portant loi de finances pour l'année 1989,

Vu le code d'incitation aux investissements promulgué par la loi n° 93-120 du 27 décembre 1993, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2009-5 du 26 janvier 2009 complétant le code d'incitation aux investissements,

Vu la loi n° 2005-15 du 16 février 2005, relative à l'organisation du secteur des métiers,

Vu le décret n° 78-578 du 9 juin 1978, portant refonte de la réglementation relative au fonds de promotion et de décentralisation industrielle, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2008-386 du 11 février 2008,

Vu le décret n° 94-489 du 21 février 1994, fixant les taux minimum des fonds propres, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2004-2552 du 2 novembre 2004,

Vu le décret n° 94-492 du 28 février 1994, portant fixation des listes des activités relevant des secteurs prévus par les articles 1, 2, 3 et 27 du code d'incitation aux investissements, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2008-3961 du 30 décembre 2008,

Vu le décret n° 96-270 du 14 février 1996, fixant les attributions du ministère du développement économique, tel que modifié et complété par le décret n° 96-1225 du 1<sup>er</sup> juillet 1996,

Vu le décret n° 99-483 du 1<sup>er</sup> mars 1999, portant délimitation des zones d'encouragement au développement régional, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2008-387 du 11 février 2008,

Vu le décret n° 2008-388 du 11 février 2008, portant encouragement des nouveaux promoteurs, des petites et moyennes entreprises, des petites entreprises et des petits métiers, tel que modifié et complété par le décret n° 2009-36 du 13 janvier 2009,

Vu l'avis du ministre des finances, du ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises, du ministre de la communication et des relations avec la chambre des députés et la chambre des conseillers et du ministre de la culture et de la sauvegarde du patrimoine,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier - Est abrogé le premier tiret du point « F » Services de production et industries culturelles » prévu par la liste des activités de services annexée au décret n° 2008-388 du 11 février 2008 susvisé et remplacé par ce qui suit:

- Production cinématographique et théâtrale.

Art. 2 - Est ajouté à la liste des activités de services annexée au décret n° 2008-388 du 11 février 2008 susvisé, ce qui suit :

**H. Travaux publics :**

- prospection, sondage et forage autres que pétrolier.

Art. 3 - Sont ajoutées à la liste des activités des métiers prévues par l'annexe n° 2 du décret n° 2008-388 du 11 février 2008 susvisé, les activités suivantes :

**15. Groupe des activités de prestations de services divers :**

- production des supports multimédia à contenu culturel,
- numérisation et catalogage du patrimoine culturel matériel,
- numérisation et catalogage du fonds audio-visuel.

Art. 4 - Le ministre du développement et de la coopération internationale, le ministre des finances, le ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises, le ministre de la communication et des relations avec la chambre des députés et la chambre des conseillers et le ministre de la culture et de la sauvegarde du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 septembre 2009.

**Zine El Abidine Ben Ali**

**MINISTERE DES FINANCES**

**NOMINATIONS**

**Par décret n° 2009-2754 du 25 septembre 2009.**

Monsieur Hammadi Daboussi est nommé ingénieur en chef à la régie nationale des tabacs et des allumettes (ministère des finances).

**Par décret n° 2009-2755 du 25 septembre 2009.**

Monsieur Hassen Daoud est nommé ingénieur en chef à la régie nationale des tabacs et des allumettes (ministère des finances).

**Par décret n° 2009-2756 du 28 septembre 2009.**

Monsieur Ahmed Hadj Youssef, inspecteur en chef des services financiers au ministère des finances, est nommé trésorier régional des finances à Kairouan.

En application des dispositions de l'article 23 (nouveau) du décret n° 2006-995 du 3 avril 2006, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages de directeur d'administration centrale.

**Par décret n° 2009-2757 du 28 septembre 2009.**

Monsieur Mohamed Fradi, inspecteur en chef des services financiers au ministère des finances, est nommé chef de centre régional de contrôle des impôts relevant des services extérieurs de la direction générale des impôts.

En application des dispositions de l'article 9 du décret n° 2008-94 du 16 janvier 2008, l'intéressé bénéficie du rang et des avantages accordés à un directeur d'administration centrale.

**Par décret n° 2009-2758 du 28 septembre 2009.**

Monsieur Mohamed Lamine Arfaoui, inspecteur des services financiers au ministère des finances, est nommé chef de centre régional de contrôle des impôts relevant des services extérieurs de la direction générale des impôts.

En application des dispositions de l'article 9 du décret n° 2008-94 du 16 janvier 2008, l'intéressé bénéficie du rang et des avantages accordés à un sous-directeur d'administration centrale.

**Par décret n° 2009-2759 du 28 septembre 2009.**

Monsieur Fayçal Haji, inspecteur central des services financiers au ministère des finances, est nommé sous-directeur de la rémunération et du budget à l'unité des services communs, de la formation et de la coopération internationale à la direction générale de la comptabilité publique et du recouvrement.

**Par décret n° 2009-2760 du 28 septembre 2009.**

Monsieur Mourad Dziri, inspecteur central des services financiers au ministère des finances, est nommé chef de service de la rémunération et du budget à l'unité des services communs, de la formation et de la coopération internationale à la direction générale de la comptabilité publique et du recouvrement.

**Par décret n° 2009-2761 du 28 septembre 2009.**

Monsieur Elyes Dridi, inspecteur central des services financiers au ministère des finances, est nommé chef de service de l'organisation et des procédures disciplinaires à l'unité des services communs, de la formation et de la coopération internationale à la direction générale de la comptabilité publique et du recouvrement.